

# Emmanuel Macron : le grand entretien

Le Point du 31 août 2017

**Jamais un président de la République en exercice ne s'était à ce point confié. Pour "Le Point", Emmanuel Macron explique en détail sa vision de la France.**

*Dans le bureau d'angle, au premier étage de l'Élysée, il se tient droit, sérieux, presque sévère. Son premier grand entretien depuis sa prise de fonctions, le 14 mai, Emmanuel Macron semble l'aborder avec la rigueur quasi chirurgicale de celui qui sait que chacun de ses mots, même le plus anodin, sera décortiqué, interprété. Pas le temps de badiner, donc, de s'étendre sur ses vacances marseillaises ou de s'interroger sur l'état de la presse, comme l'auraient fait ses prédécesseurs. Sur sa table de travail trônent deux téléphones fixes, des dossiers et un livre sur Angela Merkel. Comme lors du débat télévisé de l'entre-deux-tours, il a disposé devant lui quelques feuilles sur lesquelles il a pris des notes de son écriture qui s'étire en hauteur, mais il aura à peine besoin d'y jeter des coups d'œil furtifs durant les deux heures et demie d'entretien. Encadré par l'immense Marianne du graffeur Obey – seule fantaisie de la pièce – et des reproductions miniatures de vieilles voitures et de la fusée Ariane disposées sur la cheminée derrière lui, Emmanuel Macron se lance, concentré. C'est autant son plan d'action, sa perception des premiers mois du quinquennat que sa conception du pouvoir présidentiel « clé de voûte » de la vie politique, selon ses termes, et sa vision pour le pays qu'il dévoile ici. Dans les années 1970, Valéry Giscard-d'Estaing, se démarquant du gaullisme, avait forgé l'idée d'une « France, grande puissance moyenne ». Emmanuel Macron veut en faire une « grande puissance tout court ». La grande interview qu'il accorde au Point a valeur de manifeste. C'est un document auquel ses thuriféraires, comme ses détracteurs, se référeront longtemps.*

**Le Point : Vous avez pris vos fonctions il y a trois mois. Qu'avez-vous appris depuis ?**

**Emmanuel Macron :** Que ce n'est que le début du combat. Nous sommes un pays assez unique ; un pays de calcaire, de schiste et d'argile, de catholiques, de protestants, de juifs et de musulmans ; un pays qui n'a pas vraiment d'équivalent en Europe par ses contrastes. Il aurait dû s'écrouler mille fois, se diviser autant de fois. Il est toujours ce que Braudel décrivait très bien dans « L'identité de la France » : « un amalgame ». C'est un pays tiraillé par ses contraires, par ses forces profondes. Lui redonner une assise sera le défi des cinq prochaines années. Le mois de mai fut un moment où la France avait à choisir entre un bloc

qui voulait la rétrécir et ce que j'ai appelé le choix de l'espoir. Nous avons tourné la page de trois décennies d'inefficacité pour nous engager sur la voie de la reconstruction qui permettra la réconciliation. Les cent jours sur lesquels vous m'interrogez ne sont donc pas une étape pertinente. C'est une référence qui n'a qu'une valeur historique et renvoie davantage à une défaite en fin de responsabilité qu'à un début. Quand on arrive au pouvoir, on ne fait pas les choses en cent jours. Ou alors nous serions le seul pays qui ferait deux ans de campagne présidentielle pour gouverner trois mois... Tous ceux qui réclament un bilan dès aujourd'hui sont les mêmes qui disaient d'abord que j'étais un intrus, un opportuniste, ensuite qu'il n'était pas possible que je gagne, enfin que je n'aurais pas de majorité à l'Assemblée nationale. Je constate, au passage, que les forces du monde ancien sont toujours là, bien présentes, et toujours engagées dans la bataille pour faire échouer la France. Mais les profondes transformations promises ont été engagées en matière de moralisation de notre vie politique, de lutte contre le réchauffement climatique, de redressement éducatif, de libération du marché du travail ou encore de lutte contre le terrorisme. Les cent premiers jours qui se sont écoulés sont les plus denses qui aient suivi une élection présidentielle. Je ne dirai donc pas que j'ai été surpris par ces trois premiers mois. Ce qui est essentiel, c'est de ne pas perdre le fil de la promesse initiale, d'être collectivement à la hauteur de ce temps historique, de transformer en profondeur l'économie, la société et son champ politique. C'est ce qui est en train d'être accompli. Face à ce mouvement, nous avons un réveil des oppositions multiples, des vieux partis, des vieux politiciens et de leurs alliés. Tout cela n'a pas d'importance, car notre défi est immense, et c'est celui de redonner une place et un avenir à notre jeunesse.

## **Terrorisme : « Pour en finir avec la politique victimaire »**

**Vous êtes désormais en première ligne face au terrorisme. Devant le Congrès, vous avez nommé notre ennemi : le terrorisme islamiste, ce que François Hollande s'était refusé à faire. Votre perception de cette menace a-t-elle changé au pouvoir ?**

Non, ma position n'a pas varié. D'un côté, dire que le terrorisme que l'on connaît aujourd'hui n'a rien à voir avec un islamisme politique est faux. Mais, de l'autre, dire que c'est un terrorisme « islamique », comme le proclament certains responsables politiques, est une erreur. En effet, cela revient à impliquer les plus de 4 millions de Français qui sont de confession musulmane : je ne veux pas laisser dire qu'ils ont quelque chose à voir avec le terrorisme. Mais ce terrorisme est islamiste, car il a évidemment un lien avec l'islamisme radical. Je me refuse absolument, contrairement à ce que les hommes politiques ont pris l'habitude de faire, à porter un jugement sur une religion particulière, et donc sur ses fidèles, que ce soit pour la condamner ou pour l'absoudre dans son essence supposée. Il

me suffit de constater que les terroristes veulent éroder les fondations de notre pays et de notre République pour provoquer un effondrement moral et déclencher une guerre civile. Ils se nourrissent aussi des frustrations historiques, économiques, sociales et contemporaines. Ce terrorisme islamiste a également des répercussions sismiques, il déclenche des réactions mimétiques chez des individus qui souffrent de très graves maladies psychiatriques et y trouvent un prétexte pour commettre des attaques ignobles alors qu'ils n'ont rien à voir avec la religion. C'est pourquoi notre réponse au terrorisme ne peut être que multiple, afin d'y inclure toutes ces dimensions. Elle doit être à la fois sécuritaire, économique, culturelle et éducative. C'est d'ailleurs presque l'essentiel. Paul Valéry le disait justement : « Tout Etat social exige des fictions. » Notre société a besoin de récits collectifs, de rêves, d'héroïsme, afin que certains ne trouvent pas l'absolu dans les fanatismes ou la pulsion de mort.

### **L'héroïsme ? Que voulez-vous dire ?**

Depuis trop longtemps, nous nous sommes résignés à une vie démocratique sans sel. Nous sommes en train de payer le prix de cette bêtise collective qui consiste à croire en la fin de l'Histoire, alors qu'elle nous revient au contraire en plein visage. Pour l'affronter, nous devons renouer avec l'héroïsme politique propre au monde républicain, retrouver le sens du récit historique. Notre pays ne propose en effet plus de héros. Pourquoi des jeunes de banlieue partent-ils en Syrie ? Parce que les vidéos de propagande qu'ils ont regardées sur Internet ont transformé à leurs yeux les terroristes en héros. Parce qu'ils ont le sentiment de découvrir à travers cette propagande une cause qui répond à leur soif d'engagement. Cela a été très bien décrit par des spécialistes comme Gilles Kepel. Le défi de la politique, aujourd'hui, c'est donc aussi de réinvestir un imaginaire de conquête.

### **De quelle manière comptez-vous insuffler ce nouvel état d'esprit ?**

Nous devons redevenir un pays fier. Il faut expliquer qu'il y a des héros en France, des génies et des gens qui s'engagent au quotidien. Et, au-delà, que chacun peut trouver une juste place dans notre société. Il faut définir ces nouveaux horizons, ces nouvelles terres de conquête, ces nouvelles formes d'engagement, pour sortir de l'esprit de défaite qui nous habite encore trop aujourd'hui, pour en finir avec la politique victimaire. Nous sommes un pays de conquête. Il ne faut plus céder un pouce à tous les esprits chagrins. Je crois au contraire en la reconstruction d'un héroïsme politique, d'une vraie ambition, pour atteindre y compris ce qui est décrit comme impossible. Si ce qui est décrété impossible n'était pas possible, je ne serais pas devant vous aujourd'hui.

### **Exercice du pouvoir : « La société de cour existe toujours »**

**Avant votre élection, vos détracteurs vous dépeignaient comme une sorte de « hipster participatif » qui prenait la France pour un open space. Or on vous découvre très gaullo-miterrandien dans votre style présidentiel. Se serait-on trompé sur votre compte ?**

Parce que mes détracteurs prennent rarement le soin de lire ce que j'ai écrit, ou d'écouter ce que j'ai dit. J'ai expliqué à maintes reprises comment je concevais l'exercice du pouvoir.

**Du pouvoir « jupitérien »...**

Je n'ai évidemment jamais dit que je me voyais comme Jupiter ! Je tiens à la confrontation politique et au débat, je l'ai constamment démontré. Mais, par la Constitution de 1958, le président de la République n'est pas seulement un acteur de la vie politique, il en est la clé de voûte. Il est le garant des institutions. Il ne peut plus être dans le commentaire au jour le jour. C'est cela qu'une partie du monde médiatique n'a pas accepté. J'assume cette rupture. En architecture, quand la clé de voûte est mal positionnée, tout s'effondre. Le rôle du président de la République n'est pas de commenter, mais d'impulser la politique, d'incarner le sens du temps long, car c'est lui le dépositaire des engagements pris dans le cadre du programme et du suffrage universel.

**« Ne vous laissez pas gouverner ; soyez le maître ; n'ayez jamais de favori ni de Premier ministre », conseillait Louis XIV à son petit-fils le roi d'Espagne Philippe V. Faites-vous vôtres ces préceptes ?**

Louis XIV avait structuré un pouvoir central assis sur une monarchie absolue parfaitement décrite par Saint-Simon : la société de cour. Celle-ci existe toujours, sous une autre forme, car la France est un vieux pays dont le fantasme monarchiste est toujours présent. Cette comparaison s'arrête là, même si notre pays a besoin d'être dirigé. Cette phrase de Louis XIV souligne aussi la nécessité de ne céder à aucune coterie. C'est cela, la vraie liberté. Je crois avoir là une chance : je n'appartiens pas à un monde de prébendes. Je me suis même levé contre celui-ci. Si je suis là, c'est que je crois que l'on peut s'affranchir du monde des arrangements entre amis. Je n'ai pas de monnaie à rendre.

**Avant l'héroïsme, vous avez commencé par la morale. A propos de la loi pour la confiance dans la vie politique, le philosophe allemand Peter Sloterdijk a écrit : « Il y a un côté très puritain dans ce qui se passe en France. (...) Macron commet la même erreur que le jeune Frédéric II de Prusse... »**

Peter Sloterdijk se trompe : la France n'est pas un pays puritain. Et ne comptez pas sur moi pour la mener dans cette voie. Une défiance dramatique s'était

progressivement installée vis-à-vis du monde politique. Or notre pays ne peut pas fonctionner si les Français n'ont plus confiance dans leurs dirigeants et leurs institutions. Ce texte répond à cette nécessité, même si la confiance ne revient pas en un jour. Quant à la morale, elle ne se décrète pas par des lois, elle se tient dans la société et dans le comportement de chaque individu. Cette morale ne doit pas être l'apanage du monde politique, et nous sommes aussi en déficit sur ce point. Elle doit également être dans le champ patronal, syndical, journalistique...

**Passons aux travaux pratiques. Vous avez laissé entendre que la réforme du marché du travail serait la mère de toutes les batailles. N'avez-vous pas aujourd'hui la tentation de faire un peu moins pour que cela passe plus facilement ?**

Je voudrais d'abord insister sur les perspectives. Tout le monde, de l'administration aux journalistes, a pris la mauvaise habitude de la « réduction technicienne ». Sitôt qu'on propose une loi, on ne voit plus qu'elle et on débat à l'infini de la portée de ses articles. Je sais plus qu'un autre que les articles auront des conséquences sur la vie de nos concitoyens et c'est pour cela que j'y suis extrêmement attentif. Mais je voudrais nous mettre collectivement en garde contre la myopie qui en résulte. Pour le dire autrement, le but de l'action n'est pas de réformer le Code du travail ou de réduire les déficits publics, de transformer la gestion de l'Etat ou de réformer la fiscalité. Ce sont des moyens, des instruments, pour parvenir à autre chose : la libération des énergies ; et, par cette libération, en finir avec notre imposture de ces dernières années : celle d'un pays dur aux faibles mais qui se gargarise d'égalité et de fraternité, d'un pays corseté par les règles et les rentes qui se croit un pays de -liberté, d'un pays inégalitaire mais qui ne fait pas sa place au mérite, d'un pays à la fois inefficace et injuste, injuste parce qu'inefficace, inefficace parce qu'injuste.

C'est cela qui est en cause dans les réformes. C'est cela que personne ne doit perdre de vue. Mon souhait n'est donc pas que ce soit facile, mais efficace. La réforme du marché du travail est une réforme de transformation profonde et, comme je m'y suis engagé, elle doit être assez ambitieuse et efficace pour continuer à faire baisser le chômage de masse et permettre de ne pas revenir sur ce sujet durant le quinquennat. J'ai tout dit, durant ma campagne, de l'objectif et de la méthode. C'est cela que suivent Edouard Philippe et la ministre du Travail, Muriel Pénicaud. Il est d'abord important de savoir pourquoi nous faisons cela. Il faut regarder les choses en face : nous sommes la seule grande économie de l'Union européenne qui n'a pas vaincu le chômage de masse depuis plus de trois décennies. L'une des explications à cela est que nous sommes un pays de météorologues : on regarde la conjoncture et, dès que ça va un peu mieux, il ne faudrait plus demander d'efforts, il faudrait renoncer à transformer les choses !

Dès que ça va moins bien, en revanche, il faut lancer en urgence une réforme qui ne parvient jamais à son terme en raison justement de la dureté de la situation ! On ne s'est par conséquent jamais attaqué au cœur du problème.

**Est-ce une réponse à la mise en garde de votre prédécesseur contre des « sacrifices inutiles » ?**

J'ai du respect pour François Hollande. Je pense qu'il y a eu de bonnes mesures économiques et sociales lors du précédent quinquennat, et j'espère y avoir contribué. Mais il serait étrange que l'impossibilité qui a été la sienne de défendre son bilan devant les Français puisse motiver une tentation, durant les années qui viennent, de le justifier devant les journalistes. Mais revenons au cœur du sujet. Les principales victimes de l'impuissance des trente dernières années à sortir du chômage de masse, ce sont les jeunes et les moins qualifiés. Depuis plus de trente ans, le chômage des jeunes n'est jamais descendu sous les 15 %. Il est proche de 25 % aujourd'hui. Sur les dix dernières années, on a perdu près de 1 point de croissance potentielle, et on a augmenté notre taux de chômage structurel, c'est-à-dire le niveau de chômage qui ne saurait baisser du simple fait d'une accélération de la croissance. Le système français protège très bien les « insiders », ceux qui bénéficient d'un contrat stable, mais c'est au prix de l'exclusion complète des autres (les plus jeunes, les moins qualifiés). La situation est grave, d'autant qu'elle s'ajoute à un défi mondial. Quel est-il, ce défi mondial ? Nous vivons un mouvement inéluctable de transformation du travail, car nous sommes entrés dans une économie de l'innovation, des compétences et du numérique. La norme qui consistait à travailler toute sa vie dans le même secteur, voire dans la même entreprise, est révolue. Les parcours seront moins linéaires, connaîtront plus d'évolutions, parfois de manière heurtée. Le chômage n'est plus un accident de la vie, mais un risque d'autant plus prégnant que le besoin de transition professionnelle s'accroît. C'est une révolution copernicienne. On peut discerner à l'avenir quatre grandes fonctions économiques. La première sera d'apprendre, et ce tout au long de la vie. La deuxième sera de produire des biens industriels ou des services. La troisième sera de créer et d'innover, et cette activité sera d'ailleurs la mieux récompensée, car la moins reproductible. Enfin, il faut reconnaître dans le champ productif les activités d'aide et d'entraide, essentielles dans une société où les liens se distendent. Pour réussir dans ce monde, nous avons donc besoin d'une économie beaucoup plus plastique, plus mobile, qui laisse chacune de ces quatre fonctions économiques se développer et chaque individu évoluer d'un secteur à l'autre, selon ses souhaits ou ses impératifs. C'est tout l'esprit de la réforme globale que nous mettons en œuvre.

**Justement, votre réforme du travail est-elle à la mesure de la révolution copernicienne dont vous parlez ?**

Oui ! Pour répondre à ce défi, nous avons besoin de remplir trois conditions. La première, c'est effectivement la réforme du travail. Il faut la réaliser tout de suite, car cela met du temps à se décliner dans les comportements et à produire ainsi tous ses résultats. On ne change pas une société par une loi ou un décret. Cela prend entre dix-huit et vingt-quatre mois pour infuser. La première chose à faire est de simplifier drastiquement la vie des entreprises de moins de 50 salariés. Les TPE-PME doivent par conséquent avoir la possibilité de négocier des accords d'entreprise, y compris lorsque les syndicats ne sont pas présents, par l'intermédiaire des représentants du personnel, voire directement avec leurs salariés dans les plus petites.

### **Pourquoi ne pas aller au-delà des 50 salariés ?**

Il s'agit déjà de plus de 95 % des entreprises ! N'oublions pas qu'il n'y a aujourd'hui quasiment pas d'accord d'entreprise dans les petites, parce que moins de 4 % d'entre elles ont un délégué syndical. Dans les entreprises qui comptent plus de 50 salariés, il faut simplifier de manière radicale les instances de représentation du personnel. Il n'y en aura plus qu'une. Cela atténuera les effets de seuil, c'est-à-dire ces situations qui voient des entreprises refuser de grossir par crainte des contraintes nouvelles que cela entraîne. Ensuite, il s'agit de donner plus de place à la négociation, c'est-à-dire redonner davantage la parole aux salariés sur leurs conditions de travail et permettre à leurs représentants dans la branche ou l'entreprise d'adapter les règles aux réalités et besoins de terrain. Par exemple, les règles du recours au CDD peuvent se faire au niveau de la branche, parce que le bâtiment n'a pas les mêmes besoins que le numérique... Enfin, puisque l'on entre dans un monde très schumpetérien, il est important de libérer le processus de « destruction créatrice ». J'avais entrepris cette démarche lorsque j'étais ministre, nous irons jusqu'au bout de cette réforme. Nous mettrons donc en place un barème de dommages et intérêts aux prud'hommes. Les indemnités légales en France sont inférieures à ce qui se fait ailleurs en Europe, nous les augmenterons. En revanche, les dommages et intérêts, eux, vont du simple au quintuple pour la même situation. C'est absurde et injuste. Nous instaurerons un barème.

### **Vous semblez favoriser le niveau de la branche professionnelle ; vous ne faites pas confiance à l'entreprise ?**

Ce n'est pas cela. Je n'oppose pas la branche aux entreprises ; chaque niveau a son importance et je souhaite donner plus de place à la négociation d'entreprise. Je crois que les salariés et leurs représentants sont les mieux placés pour négocier l'organisation du temps du travail, les rémunérations et les conditions de travail ; si la négociation est loyale, on peut prendre en compte les besoins de l'entreprise et de ses salariés. Je ne comprends pas ceux qui, au prétendu motif de vouloir protéger les salariés, refusent qu'on leur redonne la parole pour dire

ce qu'ils veulent ou sont prêts à accepter. Mais la branche, c'est-à-dire les représentants des entreprises et des salariés qui exercent des métiers similaires ou travaillent dans les mêmes types d'activité, a aussi un rôle important. D'abord, les branches sont toujours plus proches du terrain que la loi. Je veux leur confier des prérogatives supplémentaires pour adapter la loi aux spécificités de leurs activités ; c'est donc un progrès dans la meilleure prise en compte de la réalité économique. Ensuite, les branches sont indispensables parce que beaucoup d'entreprises, mal outillées ou trop petites, ne peuvent ou ne souhaitent pas négocier des accords complexes. Et puis n'oublions pas que la branche évite aussi une forme de dumping entre les entreprises. C'est un argument exprimé par les syndicats et je le trouve tout à fait fondé.

### **C'est la concurrence...**

On peut organiser la concurrence, mais en la régulant, sans faire du moins-disant permanent sur les standards sociaux. Cette réforme est ambitieuse pour aider nos PME-TPE à créer de l'emploi en leur donnant plus de libertés et de sécurité ; par exemple, il n'y aura plus d'accord de branche étendu sans que les conséquences pour les TPE-PME aient été examinées et corrigées si nécessaire. Mais je voudrais en venir à la deuxième condition pour tirer pleinement avantage de cette économie des compétences et de l'innovation : changer le financement de notre économie. Il est pour cela crucial de donner les bonnes incitations aux acteurs économiques. Cette autre révolution va commencer à être mise en œuvre dès 2018. Le cœur en est le prélèvement forfaitaire unique de 30 %, qui remplace tous les impôts et charges sur les revenus du capital. Car on a besoin du capital dans l'entreprise, dans l'innovation. Or, aujourd'hui, notre fiscalité et notre régulation financière favorisent beaucoup trop le financement de la dette de l'Etat et des entreprises, et pas assez le financement des entreprises et de leurs fonds propres. Je veux une fiscalité qui incite à investir son argent dans les entreprises, dans l'économie réelle, celle qui crée de l'activité et des emplois, pour laquelle le financement par la dette n'est pas approprié car le niveau de risque est trop élevé. Il faut aussi récompenser ceux qui réussissent. Car l'économie de l'innovation a besoin de talents ! C'est pourquoi nous allons supprimer l'ISF pour les investissements dans l'économie réelle, en particulier dans les entreprises. Nous recréons les conditions d'une attractivité française pour les talents et les entreprises qui tirent cette économie. Nous baisserons l'impôt sur les sociétés, au cours du quinquennat, jusqu'à 25 %. Tout cela est à la fois très ambitieux et cohérent. Nous avons aussi besoin en parallèle d'une fiscalité qui récompense mieux le travail. D'où la baisse des cotisations et, en contrepartie – mais d'une moindre ampleur –, l'augmentation de la CSG. Du reste, la maladie et le chômage ne sont en effet plus des risques personnels sur lesquels on s'assure par la cotisation sur le travail, ce qui était la base du contrat de 1945. Ce sont des risques sociétaux qui justifient la solidarité nationale. Il



faut donc les financer par l'impôt, la CSG, et non par des cotisations sur le travail.

**Vous voulez passer du modèle d'« assurance » sociale dit « bismarckien », financé par des cotisations, au modèle de solidarité via l'impôt, dit « beveridgien »...**

Exactement. Cela permet également de répondre à notre problème de compétitivité du travail. Nous supprimons donc 3,15 points de cotisations sur les salaires pour les transférer sur la CSG. Ce sera un gain de pouvoir d'achat pour tous les salariés et les indépendants. Cette mesure garantira le pouvoir d'achat des fonctionnaires, qui progressera par ailleurs. Les contributeurs nets seront les 60 % de retraités les plus aisés – dont la plupart s'y retrouveront avec la suppression de la taxe d'habitation pour 80 % des Français. Il n'y a pas de surprise, j'ai répété tout cela pendant la campagne. Les pauvres d'aujourd'hui sont souvent moins les retraités que les jeunes. Je leur demande donc, pour les plus aisés, un effort, je l'ai dit. Et leur effort permet de récompenser le travail. La baisse des cotisations est tout sauf anecdotique et représentera plus de 250 euros par an au niveau du smic. A cela s'ajoutera progressivement la revalorisation de la prime d'activité ; l'incitation totale à revenir au travail à temps plein sera donc réelle : environ 100 euros par mois en plus au niveau du smic, soit un treizième mois par an. Je veux que le pays puisse se remettre au travail.

**Cette réforme va-t-elle mettre fin au paritarisme dans l'assurance-chômage ?**

L'Unédic n'est plus un système assurantiel, ce qui justifiait qu'elle soit gérée uniquement par les partenaires sociaux. L'Unédic est déjà garantie par l'Etat. Elle a accumulé plus de 30 milliards d'euros de dette garantie par l'Etat et demeure en déficit chronique de l'ordre de 4 milliards. L'Etat a donc plus que son mot à dire, puisque c'est lui qui finance ! Sortons de cette hypocrisie française vieille de plusieurs décennies ! Par cette réforme du financement de l'Unédic, l'Etat sera pleinement légitime à être présent autour de la table et prendra les décisions avec ses partenaires.

**Votre décision de rendre des démissionnaires éligibles aux indemnités chômage fait polémique...**

Ce droit vaudra tous les cinq ans. Et il bénéficiera aussi aux agriculteurs, aux indépendants. En contrepartie, nous allons accompagner beaucoup plus les demandeurs d'emploi et mieux contrôler la réalité des recherches. Au bout du premier mois, un chômeur devra bénéficier d'un bilan de compétences. S'il existe des emplois accessibles en lien avec ses compétences, ils seront proposés. Au deuxième refus, les droits seront perdus. En revanche, si les compétences du

chômeur ne sont plus adaptées, il devra pouvoir être formé ou reformé. Il faut aussi une révolution dans la formation. C'est là que se noue le lien entre la réforme de l'Unédic et celle de la formation. Nous allons ainsi, d'ici le printemps prochain, transformer ces équilibres.

### **Ce n'est pas le premier projet de réforme sur le sujet. En quoi sera-t-il différent ?**

Regardons d'abord les faits. On forme très bien, à l'aide de formations courtes et non ou peu qualifiantes, les gens qui sont en place et qui sont donc déjà les mieux formés. Et on oublie... les chômeurs ! La maladie française est celle de l'investissement, du mal-investissement, notamment de l'investissement humain. Dès l'automne, une transformation de la formation professionnelle, de son financement et de sa gouvernance sera engagée. Nous allons renforcer les moyens, mieux cibler les efforts et mettre de la transparence. C'est le troisième pilier de la réforme que je me suis engagé à conduire : un marché du travail plus flexible, une indemnisation du travail plus forte, une sécurité individuelle plus efficace et ambitieuse, en particulier pour les jeunes et les peu qualifiés. Les syndicats patronaux et de salariés profitent de l'argent de la formation professionnelle. Il y a beaucoup d'abus. Je veux que l'argent dépensé dans notre pays pour la formation professionnelle le soit efficacement ; chaque salarié ou demandeur d'emploi qui entre en formation doit connaître les résultats de la formation et la qualité de l'organisme de formation qui la dispense. Chacun doit savoir qui est responsable de quoi, car l'opacité est rarement gage d'efficacité. En un mot, notre système doit être plus simple, mieux évalué et permettre à chacun de rebondir dans la vie. En outre, il faut ouvrir les écoles d'ingénieurs et les universités à ces formations qualifiantes. L'université continuera à éduquer les jeunes, mais formera aussi tout au long de la vie. Ce sera d'ailleurs une source d'activité non négligeable pour elle. Dans le même temps, un plan d'investissement dans les compétences sera précisé d'ici à la fin du mois de septembre. Il représente 15 milliards sur le quinquennat. L'objectif, c'est que 1 million de jeunes qui sont loin de l'emploi et 1 million de chômeurs peu qualifiés bénéficient d'une formation qualifiante durant ce mandat. Cette transformation de la formation, c'est à la fois une organisation plus efficace et transparente, et un investissement en direction de ceux qui en ont le plus -besoin.

### **Au passage, vous vous en prenez aux contrats aidés...**

Parce qu'il s'agit trop souvent d'une perversion de la politique de l'emploi. Certains sont utiles, d'autres non.

### **Pourquoi ?**

C'est de la subvention déguisée vers les collectivités locales ou le secteur associatif. Ces secteurs ont toute leur utilité, mais, dans ce cas, cela doit entrer dans la dotation des collectivités locales ou dans les subventions aux associations, mais qu'on ne nous dise pas que c'est une politique de l'emploi ! Le taux de retour à l'emploi durable des personnes concernées est en effet très faible. C'est donc essentiellement une politique conjoncturelle, quand elle n'est pas clientéliste, et qui suit souvent le cycle électoral. Pour un jeune des quartiers difficiles, ce n'est pas un contrat aidé qui va changer sa vie. Ce qui peut bouleverser la donne, c'est une vraie politique de lutte contre les discriminations, une vraie politique de formation, une vraie politique d'ouverture du marché de l'emploi, des mesures fortes contre les discriminations et une vraie politique d'allègement du coût du travail. C'est cela que nous faisons.

**C'est votre réponse à ceux qui vous reprochent de ne pas vous préoccuper de ceux qui sont hors-jeu dans la mondialisation ?**

Attendez : quelle est la situation de la France depuis trente ans ? Qui est le grand sacrifié ? Le jeune, le peu qualifié, l'immigré ou le descendant d'immigré ! Voilà la réalité. Ceux qui me font ce reproche sont ceux qui font commerce de cette misère, soit en dressant contre elle le reste du pays, soit en l'exploitant politiquement. La clé, c'est de donner aux exclus du système la qualification nécessaire pour entrer dans le monde du travail. Voilà pourquoi nous allons entamer une révolution de l'éducation dès cette rentrée, puis lors de la suivante. Nous ferons en sorte que l'on arrête, par exemple, de faire croire à tout le monde que l'université est la solution pour tout le monde. Et on ne tirera plus les gens au sort ! Je vous recommande d'aller faire un tour sur la désormais célèbre plateforme APB [Admission post-bac – NDLR]. Nous devons transformer l'orientation dès le début du lycée, rendre l'accès au supérieur plus transparent, clair et pratique. Aujourd'hui, quelqu'un qui vient d'une famille modeste, ou peu qualifiée, même avec un baccalauréat, n'a pas assez de chances de réussir. Voilà le drame que nous vivons !

**Cette critique – ignorer les plus faibles – vous est beaucoup faite par les amis de Jean-Luc Mélenchon, qui rencontrent tout de même pas mal d'écho...**

Je respecte toutes les oppositions. Mais notez que Jean-Luc Mélenchon n'apporte aucune solution pour les vrais sacrifiés du système. C'est quand vous réformez le marché du travail et du logement que vous faites une politique pour la jeunesse. C'est en recréant des libertés et de la mobilité. C'est en donnant aux gens, selon leurs mérites, l'opportunité de gravir les échelons dans la société : voilà l'esprit républicain ! On en a perdu le sel, on est devenu une société de statuts : le contraire de l'idée même de république. Le but, ce n'est pas de s'adapter à la mondialisation, c'est de réussir, d'être des leaders, de donner à

chacun sa place. Ce qui implique de beaucoup mieux protéger les plus faibles, non par des statuts, mais des aides adaptées, des formations pertinentes, qualifiantes, une information et un accompagnement efficaces. Pour les plus fragiles, on pense qu'on a tout fait en leur donnant des droits abstraits et de l'argent. Or c'est un accès et de l'accompagnement qu'il faut leur garantir.

## **Budget : le « coût politique » du déficit**

**Passons au budget. On a senti comme un flottement, début juillet. Avez-vous hésité sur le respect de la règle des 3 % de déficit en fin d'année ?**

A aucun moment. Certains le voudraient, c'est sûr. D'ailleurs, pour moi, ce n'est ni un totem ni un tabou. Cette règle a été définie à une autre époque et n'est pas économiquement la plus pertinente. Mais la France, deuxième économie de la zone euro, en procédure de déficit public excessif depuis 2011, est-elle aujourd'hui bien placée pour la remettre en question ? Non. Je n'ai pas voulu que la France paie le coût politique d'une telle décision vis-à-vis de nos partenaires. Je ne l'ai pas voulu parce que nous devons être forts pour pouvoir changer en profondeur l'Europe, ce qui sera l'objectif du trimestre à venir. Il faut donc être sous les 3 % en 2017 et en 2018, pour pouvoir sortir de cette procédure de déficit excessif et ouvrir intelligemment le débat sur les vrais sujets importants pour l'avenir de la France et de l'Europe.

### **Que s'est-il passé exactement en juillet ?**

Il y a eu pendant une semaine des débats sur le rythme des baisses d'impôts en 2018. Elles se dérouleront bien selon le rythme prévu. Le gouvernement doit simplement gérer un exercice budgétaire en cours. Je ne voulais pas de loi de Finances en cours d'année.

### **Pourquoi ?**

Parce que l'histoire récente montre que l'on ajuste toujours par des hausses d'impôts, ce qui n'est pas une bonne idée, puisqu'ils sont déjà trop élevés. Ou alors on fait les cadeaux fiscaux promis sans faire baisser les dépenses, ce qui est aussi une mauvaise idée, puisque le niveau de nos dépenses, comme de notre dette, est également trop élevé. Ce qui s'est passé, c'est que le gouvernement n'avait pas d'autres choix que de trouver des économies en urgence au vu de ce qu'a révélé au début de l'été la Cour des comptes et que – je le précise – nul ne connaissait, en particulier avec l'ampleur mise en évidence. A ce sujet, j'ai entendu beaucoup de commentaires. Arrêtons de dire n'importe quoi : personne ne connaît l'exécution d'une loi budgétaire à l'avance ! Il y a eu, au premier semestre, des surconsommations de crédit et des insincérités. Il y a eu une série de « cadeaux » et de mesures prises à la fin du quinquennat précédent qui se

révèlent coûteux et non financés. Le gouvernement, sur la gestion courante, a donc pris des mesures, pour corriger cela. Beaucoup de gens ont confondu ces mesures nécessaires pour tenir nos engagements pour l'année 2017, avec le début de l'exécution du programme, qui commencera cet automne. J'ai noté d'ailleurs, y compris dans vos colonnes, que certains, qui voulaient faire hier 100 milliards d'économies, pensent aujourd'hui qu'il est intolérable de toucher au moindre centime du budget de la Défense...

### **Plus concrètement, que s'est-il passé ?**

Environ 8 % du budget voté fin 2016 pour l'année 2017 est dit « gelé ». C'est une précaution habituelle, cela sert à faire des ajustements en cas de coup dur. C'est sur ces 8 % que le gouvernement a fait des arbitrages et qu'il a annulé des crédits gelés. Aucune des annulations n'a arrêté des projets en cours, puisque cet argent était déjà gelé !

### **Par exemple, sur la Défense...**

Le budget de la Défense, de l'ordre de 34 milliards d'euros, est le deuxième de l'Etat. Il y avait 3 milliards de crédits gelés, sur lesquels on a annulé 850 millions. Aucune opération n'a été bloquée pour cela. Aucun de nos soldats n'a eu à en pâtir. On a simplement reporté des commandes de matériel. C'était une nécessité pour tenir nos engagements et cela n'a en aucune manière entravé notre capacité opérationnelle. Au bout du compte, pour nos armées, le budget exécuté correspondra au budget voté. En outre, ce budget connaîtra en 2018 une augmentation historique. J'ai été surpris, à cette occasion, que personne ne relève que des journaux financés par les contrats de défense ont mené une campagne de plusieurs semaines pour protéger ces derniers. La consanguinité entre une partie des industriels du secteur et la presse pose question.

### **Il y a tout de même une inquiétude dans les armées...**

Non, il y a eu une tempête dans un verre d'eau car les gens ont perdu le sens de ce qu'est la Ve République et de son fonctionnement. D'ailleurs, si je n'avais réagi comme je l'ai fait, les mêmes auraient dit que j'étais un chef des armées faible. Nous sommes dans un système – voulu par un homme dont la formation première était militaire – où l'autorité militaire rend compte à l'institution civile et politique, et non le contraire. C'est le sens de nos institutions, ce pourquoi le chef des armées est le chef de l'Etat. Les armées ne font pas ce qu'elles veulent, elles ne sont pas autopilotées. Vous savez, la capacité opérationnelle, c'est une affaire d'hommes et de femmes, ceux qui ont choisi ce métier d'exigence et souvent de sacrifice. Là aussi, je serai vigilant. Je ne suis pas sûr que les Français sachent que ces soldats qui meurent au combat sont de simples contractuels. Nous devons engager une réflexion profonde sur la condition

militaire. C'est d'autant plus nécessaire qu'ils ont collectivement un rôle à tenir, au-delà même de l'action opérationnelle. Un rôle d'exemple. Un rôle d'encadrement aussi, lorsque nous aurons mis au point le nouveau système de service national.

### **Donc, pas de regret ? Vous assumez totalement le « Je suis votre chef » ?**

Pas de regret, je l'assume totalement. Quelle est votre ambition pour l'armée française ? J'ai demandé d'abord une revue stratégique et opérationnelle au député européen Arnaud Danjean auprès de la ministre des Armées, Florence Parly, qui sera rendue en octobre et qui permettra d'adapter le cadre de notre action à l'évolution du contexte et d'actualiser la loi de programmation militaire pour le premier semestre de 2018. Je veux que notre armée reste une puissance militaire singulière avec une vraie capacité de dissuasion. Elle demeurera la première armée européenne, la deuxième armée du monde libre. Je souhaite aussi la moderniser pour répondre à nos défis sans céder pour autant aux sirènes de la militarisation des relations internationales, qui consistent à dire qu'« il faut dépenser de plus en plus dans les affaires militaires pour être crédibles sur le plan des affaires diplomatiques », sinon la course est sans fin. Mais nous devons avoir une armée et une force de dissuasion crédibles. Il y a eu une période de déflation des dépenses militaires entre 2007 et 2014. Mon prédécesseur au moment des attentats a mis fin à cette déflation sans pour autant définir une stratégie de reconquête. Le moment est venu.

### **Qu'allez-vous faire exactement ?**

Nous allons rééquiper les armées, moderniser notre appareil de dissuasion. Durant le quinquennat qui vient, nous dépenserons 1,6 milliard par an en plus chaque année, avec comme objectif 2 % de PIB à l'horizon 2025 pour le budget des armées. C'est un investissement inédit mais nécessaire pour nos armées. Plus généralement, la maquette budgétaire qui sera présentée par le gouvernement est l'inverse de ce qui a été fait ces dernières années. Nous allons augmenter les moyens du régalien, ceux de la justice, des armées et de la sécurité intérieure. Nous réaliserons un véritable investissement dans l'Education nationale, qui sera financé par la capacité de ce ministère à se transformer, ainsi que dans l'Enseignement supérieur. Nous financerons un effort accru pour la transition écologique. En contrepartie, nous ferons des efforts sur les politiques de l'emploi et du logement, devenues largement inefficaces. Avec justice, et en préservant la situation des plus fragiles, je m'y engage.

### **Economies : un nouveau « pacte »**

**Un plan d'économies de 20 milliards est prévu en 2018, avec 10 milliards sur l'Etat, 7 sur la Sécurité sociale, 3 sur les collectivités locales. Or, en France, les dépenses sociales représentent la moitié du total...**

Il faut toujours faire attention à ce chiffre, car il comprend les retraites. Or il n'est pas question de baisser les retraites. Aussi, lorsque sont évoquées les dépenses sociales sur lesquelles nous pouvons agir, parlons-nous surtout de la santé et des minima sociaux. La proportion que vous citez montre que l'Etat ne mésestime pas sa charge et assume sa quote-part. Le Premier ministre et son gouvernement demandent par ailleurs un effort totalement proportionné aux collectivités territoriales. Sur ce sujet aussi, je suis frappé par l'irresponsabilité de certains dirigeants politiques qui voulaient faire deux ou trois fois plus d'économies que moi et qui protestent dès qu'on demande aux collectivités territoriales d'y participer en changeant leur manière de faire. C'est le pacte que je leur ai proposé au moment de la conférence des territoires : « Je vous donne de la flexibilité, de la visibilité, je déconcentre l'Etat, mais je vous demande en échange de faire des économies. » Je les responsabilise, je ne dis pas que je baisse brutalement la dotation en début d'année. C'est cela, un pacte. Et, comme dit Levinas, « la confiance est le problème de l'autre ». Si elles ne veulent pas respecter ce pacte de confiance, elles s'exposent à des mesures unilatérales qu'elles auront provoquées. Les 3 milliards que nous demandons aux collectivités ne sont pas intenable !

**Quelles sont les autres économies que vous pourriez faire ?**

Nous allons revoir les grandes politiques publiques qui représentent les montants les plus importants et dont les résultats ne sont pas à la hauteur des dépenses engagées ou des comparaisons avec nos partenaires européens. Je pense notamment aux politiques de l'emploi, du logement et de la santé. Pour ce qui est de la santé, nous allons développer une stratégie axée sur la prévention, décloisonner le public et le privé. A travers des réformes pour plus d'efficacité et de justice, qui s'étaleront sur deux ou trois ans. Pas de coupes ni d'à-coups, mais des transformations en profondeur. En matière de logement, pour les deux années qui viennent, nous devons réussir à baisser les loyers. Nous dépensons 2 points de PIB en France pour le logement. Sommes-nous mieux logés qu'ailleurs pour autant ? Non, nous avons même 4 millions de mal-logés. Les prix sont également particulièrement élevés. Pourquoi tout cela ? Parce que, comme sur le marché du travail, nous avons eu une politique de subvention de la demande, avec notamment les APL. Résultat, les loyers ont constamment augmenté.

**Donc, vous envisagez d'aller au-delà de la baisse de 5 euros de ces APL ?**

Oui, mais seulement dans le cadre d'une transformation profonde qui doit faire baisser les loyers et dans le cadre d'une politique plus globale. Avec le projet de

loi qui sera présenté à l'automne, nous préparons ainsi un choc d'offre. Il faut libérer le droit de l'urbanisme, les procédures, réduire les coûts, les normes, libérer le foncier public et parapublic plus fortement en permettant de vendre à bas prix, simplifier ces règles en ciblant en particulier les zones tendues, c'est-à-dire le Grand Paris, Lyon et la frontière suisse, ainsi qu'Aix-Marseille. Dans ces endroits-là, nous allons mettre en place un système d'exception pour réduire les coûts. Aujourd'hui, parce qu'on produit trop peu, trop d'acteurs de l'immobilier vivent sur une rente. Qui est la victime finale ? Le jeune, le peu qualifié, celui qui n'a jamais accès au logement libre. Vous voyez que le sujet n'est pas : est-ce qu'on baisse les APL de 1, 3 ou 5 euros ? Nous aiderons d'ailleurs dès cette rentrée les étudiants par un gel des coûts des inscriptions, des logements et de la restauration universitaires, une réforme profonde des mutuelles étudiantes et du logement étudiant pour en réduire les prix. Au total, pour le budget, comme vous le voyez, c'est là aussi une méthode de transformation que mèneront le Premier ministre et son gouvernement. Pour les deux années qui viennent, nous changerons de logique et de méthode.

**A propos de votre méthode de gouvernement, François Bayrou estime que « les hauts fonctionnaires ont pris le pouvoir dans le pays »...**

C'est le Premier ministre qui assume les arbitrages budgétaires de ses ministres. C'est un choix politique de savoir si on fait des économies ou pas. Il faut en finir avec ce dilemme entre les politiques et les fonctionnaires. Cette République a parfaitement fonctionné à une époque où les fonctionnaires devenaient ministres. Ce ne sont pas des professions réglementées ! Je souhaite des fonctionnaires qui viennent du champ civil, mais je veux aussi des responsables politiques qui viennent d'ailleurs. Jean-Michel Blanquer est un formidable ministre de l'Education nationale, fonctionnaire à l'origine. Moi aussi, je suis un fonctionnaire. Notre système politique était totalement fermé. La moitié des ministres n'ont jamais eu de responsabilités politiques. Ça marche moins bien ? Vous verrez ! Enfin, en réduisant la taille des cabinets ministériels, en professionnalisant les décisions de nomination des principaux dirigeants publics, j'ai voulu redonner de la dignité à la haute fonction publique et de l'efficacité à l'action politique. Dans le même temps, je me suis engagé pour le droit à l'erreur. C'est un projet qui va changer considérablement la relation entre l'administration et le citoyen. J'ai demandé que le projet proposé initialement fin juillet soit retravaillé et enrichi avec des gens de la société civile, des parlementaires, pour atteindre un niveau d'ambition plus élevé. A la fin, ce sont donc les responsables politiques qui décident de textes préparés par des hauts fonctionnaires.

**Europe : « Le sel de la souveraineté »**



## **Vous rentrez d'une tournée européenne. Quelles initiatives comptez-vous prendre pour relancer l'Europe ?**

Je crois en l'Europe, c'est pour cela que je suis un européen lucide, donc critique. Aujourd'hui, l'Europe fonctionne mal, parfois pire encore, car depuis dix ans nous en avons perdu le fil. En 2005, nous avons connu la fin d'une Europe qui pouvait se construire à l'abri des peuples. Et le Brexit n'est qu'une autre expression de ce phénomène. L'Europe faite uniquement pour les gagnants, au sein de conclaves fermés, est terminée. On ne fera avancer l'Europe que par une adhésion démocratique, que par de la confrontation démocratique et en donnant une place aux citoyens. Il faut en prendre acte et repartir à l'offensive. Je n'ai pas attendu, je l'ai fait dès mon élection avec ce double agenda d'une Europe de la protection et de l'ambition dont j'ai posé les fondamentaux. C'était d'ailleurs l'objet de ma tournée en Europe centrale et orientale pour pouvoir, avant la fin de l'année, obtenir un nouvel accord réduisant la possibilité de dévoyer le système des travailleurs détachés. A cet égard, nous avons acté des avancées réelles, qui me laissent envisager la possibilité d'un accord avant la fin de l'année. Pour avancer, il faut aller au contact, mobiliser toutes les bonnes volontés qui existent partout en Europe. Avec un projet : l'Europe doit retrouver le sel de la souveraineté.

## **Vous parlez de « souveraineté », vous ?**

Oui, car je crois que l'Europe est le niveau approprié pour recouvrer notre pleine souveraineté dans des domaines qui ne relèvent plus du seul champ -national, car je veux d'une Europe qui soit un continent aux dimensions des puissances américaine et chinoise. Pourquoi les gens acceptent-ils une autorité au-dessus d'eux ? Pas pour qu'on les empoisonne tous les jours dans les détails de leur vie ! L'Europe s'est spécialisée dans l'immixtion bureaucratique, personne ne veut plus de cela. En revanche, chacun accepte que le Léviathan soit là pour le protéger. L'Europe ne se reconstruira qu'à condition que nous retrouvions des standards communs en matière sociale, fiscale et environnementale. La bataille sur la protection des investissements stratégiques est également essentielle, je l'ai portée en juin, je veux qu'on puisse faire au niveau européen ce qu'on a fait au niveau français, c'est-à-dire que, dans certains domaines stratégiques, on puisse refuser que des entreprises européennes passent sous contrôle étranger. Il existe des outils de la souveraineté européenne et nous devons pouvoir les défendre, c'est légitime. Nous devons également avoir une Europe qui protège sur le plan commercial, de telle façon que, quand un pays nous attaque par dumping, on puisse se défendre en imposant des tarifs douaniers. Or aujourd'hui l'Europe le fait beaucoup moins vite, beaucoup moins fort que les Etats-Unis. Une Europe qui protège, enfin, est une Europe de la défense. Le dernier Conseil européen a permis une vraie avancée, que la France et l'Allemagne ont beaucoup

poussée. Nous avons défini le cadre d'une coopération structurée permanente, c'est-à-dire d'engagements renforcés, en matière d'investissements, d'équipements ou de missions extérieures. Dès le 13 juillet, par un travail inédit, nous avons ici même, en conseil des ministres franco-allemand, décidé de ce que la France et l'Allemagne mettaient comme contenu dans cette coopération renforcée. Nous avons pris des engagements de coordination en termes d'achat, de capacité, de matériel – la volonté, par exemple, d'avoir un avion de combat commun à nos deux pays au moins. C'est une vraie révolution. Nous avançons aussi sur le plan de la protection de nos frontières. C'est crucial dans le contexte actuel de crise migratoire. En même temps, nous avons une ambition sur le numérique, sur les nouvelles frontières de l'Union européenne. Je veux dans le dernier trimestre pouvoir prendre des initiatives très concrètes et expliquer la direction vers laquelle je propose que l'Union et la zone euro aillent dans les prochaines années. Je m'exprimerai à ce sujet après les élections allemandes. Je souhaite notamment une capacité budgétaire de la zone euro, un exécutif et un Parlement pour en assurer le contrôle démocratique. Depuis les travaux du Prix Nobel Robert Mundell, il est établi qu'une zone monétaire sans vrai budget commun ne peut fonctionner.

### **Que représenterait celui-ci dans votre esprit ?**

Il ne s'agit pas de figer des critères avant d'avoir entamé les discussions, mais, à mes yeux, c'est un budget qui représente plusieurs points du PIB de la zone euro et qui marque d'abord une capacité à lever en commun de l'argent sur les marchés et à l'allouer avec une force de frappe suffisante. Parce qu'aujourd'hui la zone euro a une politique budgétaire trop restrictive quand on la compare à celles de la Chine, de la Russie ou des Etats-Unis – et ce sont nos chômeurs qui en paient le prix. La création d'un tel budget revient à établir d'abord un minimum de solidarité afin de disposer ensuite de la capacité de lever de l'argent en commun, d'investir et d'absorber les chocs économiques qui peuvent frapper l'Europe. Ce budget pourrait être gagé progressivement par l'attribution d'une part de fiscalité aujourd'hui nationale.

### **Vous avez eu des mots très durs contre la Pologne, ne risquez-vous pas de diviser et de fragiliser l'Europe que vous entendez relancer ?**

Remettons les choses dans l'ordre et en perspective. La Première ministre polonaise, alors même que nous menons des discussions constructives sur le travail détaché et que je suis en Roumanie pour évoquer ce sujet, déclare qu'elle ne changera pas sa position d'un millimètre. Je dénonce sans détour cette approche et, plus largement, une politique très préoccupante du gouvernement polonais, qui remet en cause la solidarité européenne et même l'Etat de droit. Je ne suis pas le seul à le penser et à le dire, puisque c'est l'analyse de la Commission et de nos partenaires. Le président polonais lui-même a posé son

veto à deux réformes de la justice votées par son propre parti. C'est qu'il y a de quoi être inquiet ! Mon approche est claire : je parle avec chacun de nos partenaires, et aucun président français n'a autant parlé avec les autorités polonaises en si peu de temps ; j'ai eu trois entretiens avec le président Duda et j'ai rencontré la Première ministre. Mais je dis les choses telles qu'elles sont, en public et en privé : on ne peut pas construire l'Europe en sapant ses principes de base. L'Europe s'affaiblit, dans le monde et dans le regard de ses citoyens, si elle ne défend pas fièrement ses valeurs. Comment créer l'adhésion à un projet si on tolère qu'il soit piétiné ? Et cela n'a rien à voir avec un jeu bloc contre bloc, Est contre Ouest. Au contraire, ma tournée démontre l'intérêt que porte aujourd'hui la France aux partenaires d'Europe centrale et orientale, et toute la considération que j'ai pour mes homologues. Le gouvernement polonais n'est pas le porte-parole de l'Europe de l'Est. Nous devons d'ailleurs cet engagement pour les valeurs européennes au peuple polonais, qui est fondamentalement pro-européen. Je poursuivrai cette approche : parler avec tous et dire les choses franchement.

## **International : rompre avec le « néoconservatisme »**

**Au plan international, vous semblez vouloir remettre en question la vision de Valéry Giscard d'Estaing. Selon lui, la France devait se résoudre à devenir une « grande puissance moyenne ».**

La France doit redevenir une grande puissance tout court. C'est une nécessité. Regardez l'état du monde. Il est en voie de dislocation. Les structures multilatérales nées du monde de 1945 sont même remises en question par une grande puissance, les Etats-Unis, qui en étaient jusque-là le garant. Nous vivons une crise de l'Occident. Or le multilatéralisme était irrigué par l'esprit occidental. L'Occident s'est perdu dans un interventionnisme moral intempestif au Proche et au Moyen-Orient, ainsi qu'en Afrique du Nord, durant les dix dernières années. Il a laissé émerger des régimes autoritaires qu'il n'a pas vu venir : l'Arabie saoudite, la Turquie, la Russie, l'Iran... La Chine apparaît comme une puissance en tentant de récupérer le multi-latéralisme et de le tirer à elle. L'ordre du monde en est profondément perturbé. Notre sécurité, nos intérêts et nos valeurs n'ont jamais été à ce point contestés depuis des décennies. La France n'est plus, comme au milieu des années 1970, dans une situation où elle pouvait dire : je suis une puissance moyenne, protégée et accompagnée par des grandes puissances qui partagent les mêmes valeurs.

### **Sommes-nous seuls ?**

Non, mais notre responsabilité est inédite. Il nous appartient particulièrement, en tant qu'Européens, de défendre les biens communs du monde libre que sont la

démocratie, la paix, le climat. La France doit permettre à l'Europe de devenir leader du monde libre. J'assume ce discours de grandeur, car il est à la hauteur du moment que nous vivons. Nous ne pouvons prétendre jouer ce rôle que si nous nous en donnons les moyens. Sans transformation économique et sociale, oublions la grandeur. Cela se fera dans un cadre européen. Et avec pragmatisme, car pour exister nous devons parler à tout le monde. Il faut en finir avec ce néoconservatisme mal digéré qui nous conduit à interférer dans la politique domestique des autres pour nous retrouver ensuite isolés. En Libye et en Syrie, cela nous a menés à des échecs cruels.

### **Quel est le plus gros risque pour la France aujourd'hui ? La Corée du Nord ?**

La Libye ? L'Algérie ? L'équilibre de la terreur est un fait géopolitique classique. Avec la Corée du Nord, nous renouons avec une grammaire de la dissuasion très classique. Il faudra trouver les termes d'un équilibre avec ce pays. Cette affaire a valeur de test pour la Chine. Si elle ne regarde que ses intérêts régionaux, elle ne sera pas à la hauteur des enjeux. Le plus important pour la France, c'est sa politique de voisinage : en Afrique, au Maghreb, au Proche et au Moyen-Orient. Nous avons en Irak et en Syrie un défi, qui sera de moins en moins militaire, même s'il faut aller au bout de cette mission, pour devenir de plus en plus politique. Il nous faut désormais gagner la paix. C'est un défi aussi grand que la victoire militaire sur le djihadisme. Si nous ne parvenons pas à trouver de solutions politiques inclusives dans cette région, nous construirons les conditions d'une résurgence sans fin du terrorisme. Il nous faudra résorber cette béance entre le monde chiite et le monde sunnite, cette guerre civile du monde musulman qui s'exporte dans nos sociétés et nourrit le terrorisme. Mais notre avenir se joue aussi au-delà de notre voisinage, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. L'écrivain Kamel Daoud dénonce l'hypocrisie de l'Occident, qui déclare la guerre au terrorisme tout en ménageant l'Arabie saoudite, « un Daech qui a réussi », selon lui.

### **Allez-vous revoir nos relations avec le Royaume ?**

J'ai beaucoup d'admiration pour Kamel Daoud, car il est courageux, et c'est un grand romancier à la vision singulière, mais je n'adhère pas en totalité à sa réduction de l'Arabie saoudite à un Daech qui a réussi. Ce pays est plus complexe que cela. En revanche, il est juste de dire que l'on ne doit pas avoir de politiques qui ne seraient pas parfaitement cohérentes avec notre objectif principal de lutte contre le terrorisme. J'ai établi des relations d'une extrême franchise avec l'ensemble des puissances du Golfe. Dans mon dialogue avec les Emiriens, les Saoudiens et les Qatariens, j'aborde la question du financement du terrorisme. Le Qatar et l'Arabie saoudite ont financé des groupements qui n'étaient pas les mêmes, mais qui ont de fait contribué au terrorisme. La priorité

de notre politique internationale doit être notre sécurité. Nous ne pouvons pas avoir une politique commerciale ou diplomatique qui ne prenne en compte cette sécurité. C'est par exemple tout l'enjeu de mon engagement pour la Libye. Nous devons d'abord y restaurer une stabilité politique, sachant que la Libye a toujours trouvé son équilibre dans des compromis entre tribus et n'a pas de tradition démocratique.

**Après votre discours aux Américains critiquant la décision de Donald Trump de se retirer des accords de Paris sur le climat, un éditorialiste canadien a écrit que vous aspiriez à « jouer le rôle du mec le plus cool de la scène internationale à la place du Premier ministre Justin Trudeau ». C'est vrai ?**

La scène internationale n'a pas grand-chose de « cool », vous savez.

**Par exemple ?**

Je suis aussi celui qui est obligé de parler tous les dix jours à Erdogan.

**Comment parle-t-on à Trump, à Poutine ?**

Je parle à tout le monde. De manière très directe, franche, alors qu'il était de coutume de ne pas parler des sujets qui fâchent. En parler d'abord en privé me permet ensuite de les aborder publiquement. J'essaie de repérer les désaccords absolus, les points de convergence et les voies sur lesquelles nous pouvons trouver un chemin commun. Sur l'Ukraine, nous avons un différend absolu avec Vladimir Poutine. Je l'acte. La France ne lui passera rien. Mais nous avons malgré tout inauguré un dialogue entre sociétés civiles, le dialogue de Trianon, que nous allons mettre en œuvre. Et nous avons aussi des accords, notamment sur la politique climatique. Il est prêt à nous suivre. Et puis nous avons des voies de progrès sur la Syrie. Je ne fais pas, sur ce sujet, de la destitution de Bachar el-Assad un préalable à tout, mais j'ai deux lignes rouges : les armes chimiques et les accords humanitaires. Si Vladimir Poutine m'aide à avancer sur ces sujets, nous pourrons avoir des points de convergence. Nous avons avancé sur les armes chimiques. J'ai le sentiment que la position russe a changé depuis notre conversation à Versailles. C'est cela, ma stratégie : avoir un discours de vérité et de pragmatisme. J'assume que la sécurité soit la priorité de notre diplomatie. Parfois, cela conduit à un pragmatisme. On peut réconcilier ce réalisme et la défense de nos valeurs. Les rapports de puissance entre Etats reposent de plus en plus sur la maîtrise technologique : intelligence artificielle, quantique, etc. La Silicon Valley a beaucoup d'avance.

**Où en sont la France et l'Europe ?**

Nous avons dans la Silicon Valley nombre de talents et d'entreprises. Il faut garder le lien, en faire revenir certains. Il faut ensuite un investissement public et privé massif dans ces domaines. La bataille se joue maintenant, qui va transformer l'énergie, la médecine et l'ensemble des activités. Enfin, nous avons besoin d'une stratégie européenne pour investir dans la recherche, le développement des start-up, ainsi que pour définir les standards que nous voulons développer. Ce sera un aspect important de l'initiative que je veux prendre pour l'Europe.

## **Une vie de président : « Quand on oublie de lire, on se trompe »**

**Quelques questions personnelles pour finir, si vous le voulez bien. Avez-vous ressenti la griserie du pouvoir ?**

Je n'ai pas le temps de me laisser griser. Je n'oublie pas les circonstances dans lesquelles j'ai été élu. La brûlure de l'attente, de la colère, du populisme, je l'ai encore là [Il désigne sa nuque – NDLR]. L'entre-deux-tours, pendant lequel j'ai vu toute la presse se retourner pour dire, le lendemain de La Rotonde, que j'étais un arrogant déconnecté et que Marine Le Pen faisait une campagne formidable. L'arrivée à Whirlpool, je l'ai encore à l'esprit chaque jour. Je sais l'attente de nos concitoyens en matière de renouvellement. Mais je ne suis pas dupe, il y a aussi beaucoup de gens qui ont voulu faire barrage au FN. J'apparais pour eux comme un dernier recours. Je vais devoir vivre pendant des mois avec l'impatience du peuple. Constamment, je devrai refixer le cap, expliquer où nous allons et la France que nous voulons construire. Avec vision, pédagogie, méthode. Je dois agir en profondeur, sans rien céder. Les Français se remettront à croire au discours politique quand les résultats seront là.

**Avez-vous encore le temps de lire ?**

Cet été, j'ai lu le roman de Kamel Daoud Zabor ou les Psaumes . J'ai beaucoup aimé. Le rapport à la mort, à l'écriture. Je continue aussi à lire de la philosophie. Je lis tous les jours. Plutôt le soir et la nuit. Quand on oublie de lire, on se trompe. On perd le rapport au sens, à l'intemporel.

**Peut-on concevoir un président de la République française qui n'aime pas les livres ?**

La part d'héroïsme dont je vous ai parlé repose beaucoup sur la littérature dans notre pays. J'assume cette part de transcendance qui fait qu'en France le processus démocratique n'est jamais tout à fait parvenu à son terme. Louis XIV, dont vous parliez, a maçonné son royaume avec des impôts, une armée, une

administration. Mais l'imaginaire qu'il a véhiculé a été plus déterminant que ses surintendants des finances. La France, cet amalgame que j'évoquais tout à l'heure, s'est construite sur une langue et un imaginaire communs. C'est aussi de cela que je me sens le dépositaire.

**Il y a trois ans, vous donniez votre premier entretien au « Point », juste avant de devenir ministre. Elles sont passées vite, ces trois années, non ?**

C'est passé très vite, mais le monde va de plus en plus vite. Pourquoi voudriez-vous que le monde politique ait un rythme, des normes et des usages qui soient hors du monde ? C'est parce que tout s'accélère qu'il faut justement retrouver le fil de ce qui dure. La France n'a été grande que lorsqu'elle a décidé de se dépasser. Le défi, c'est de sortir des guerres internes. Nous nous effondrons lorsque nous nous tournons vers l'intérieur pour contempler nos petites divisions. Nous sommes grands lorsque nous regardons vers l'extérieur. Il y a la France de La Fayette et il y a celle de Pétain. Certains commentaires nous poussent vers la France de Pétain, mais notre destin, aujourd'hui, dépend de notre esprit de conquête. Il faut choisir.

**« Ce que l'on te reproche, cultive-le, c'est toi », écrivait Cocteau. Qu'allez-vous cultiver au cours de ces cinq prochaines années ?**

C'est surtout à la France de cultiver ce qu'on lui reproche. La France, notre pays, est un pays parfois d'esprit belliqueux, d'autres fois formidablement héroïque, adorant la controverse et la critique. C'est un pays qui se réforme moins qu'il ne se transforme dans des spasmes soudains. C'est un pays qui n'accepte les changements que lorsqu'on lui explique les yeux dans les yeux ce que l'on veut faire. Et c'est un pays qui aime la grandeur et qu'il faut aimer de chacune de ses fibres. Si on lui dit : « Vous êtes moyen, ça va bien se passer, les efforts vont durer quatre-cinq ans », ça ne marche pas. Si on veut lui faire croire qu'on ne peut rien changer et que tout s'arrangera, on lui ment et il le sait. Alors, il faut être exigeant, conquérir chaque jour un peu plus de ce nouvel humanisme que nous avons à inventer. Dans ce monde de changements profonds, la France a tout pour réussir, avec un objectif : être plus forte et réduire les inégalités.